



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/185 du 22 décembre 2025
portant enregistrement de la demande de la SAS METHA VAUDRETS aux fins d'être autorisée
à augmenter la capacité de traitement de l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur
la commune de Voulton (77 560), à diversifier les intrants de cette installation et à épandre
les digestats produits sur des terres agricoles situées dans les départements de Seine-et-
Marne et de la Marne**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 et R. 512-46-19 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne,

VU le décret n° 2018-458 du 06 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 511-19 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n°25/BC/095 du 07 novembre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/131 du 19 août 2025 portant mise à disposition du public, du 15 septembre au 13 octobre 2025 inclus, du dossier de demande d'enregistrement de la SAS METHA VAUDRETS ;

VU la décision interpréfectorale n°2024/DRIEAT/UD77/59 du 23 avril 2024 dispensant d'évaluation environnementale le projet présenté par la SAS METHA VAUDRETS en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

VU la preuve de dépôt n° A-0-FTGTM9F5N du 24 janvier 2020 délivrée à la SAS METHA VAUDRETS dans les limites des rubriques n° 2781-1-c et 4310-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour l'exploitation d'une installation de méthanisation sur la commune de Voulton (77 560) ;

VU la preuve de dépôt n° A-1-N9JAVL89Y délivrée le 2 décembre 2021 à la SAS METHA VAUDRETS relative à une déclaration de modification correspondant à la déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau, pour la réalisation d'un forage sur son site situé sur la commune de Voulton (77 560) ;

VU la preuve de dépôt n° A-4-6J4PG3MY7 délivrée le 30 avril 2024 à la SAS METHA VAUDRETS, relative à une déclaration de modification correspondant à la déclaration au titre de la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature loi sur l'eau pour l'épandage des digestats produits par son installation de méthanisation ;

VU la demande d'enregistrement présentée le 7 septembre 2023, complétée le 8 décembre 2023, 8 février 2024, 14 janvier, 16 mai et 18 août 2025, par la SAS METHA VAUDRETS auprès de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, relative à l'augmentation de la capacité de traitement de son unité de méthanisation, située sur la commune de Voulton, à la diversification de ses intrants et à l'épandage des digestats produits par cette installation sur des terres agricoles du département de Seine et Marne et de la Marne ;

VU le rapport n° E/25-2002 du 19 août 2025 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement portant avis de recevabilité de la demande précitée de la SAS METHA VAUDRETS pour la mise à disposition de celle-ci pour la consultation du public et des conseils municipaux intéressés ;

VU les courriers du 19 août 2025 de transmission dudit dossier aux communes de Voulton (77), Villiers-Saint-Georges (77), Sancy-les-Provins (77), Saint-Brice (77), Rupéreau (77), Léchelle (77), Choisy-en-Brie (77), Cerneux (77), Beauchery-Saint-Martin (77), Augers-en-Brie (77), Bouchy-Saint-Genest (51) et Saint-Bon (51) pour sa mise à la consultation du public et pour avis des conseils municipaux desdites communes ;

VU le courrier transmis le 15 septembre 2025 par lequel la commune de Voulton transmet le registre de consultation du public, clos le 14 septembre 2025, sur lequel aucune observation n'a été consignée ;

VU l'absence de contribution transmise à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, pendant la période de consultation de public ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de Villiers-Saint-Georges (77) en date du 3 septembre 2025, reçu le 4 septembre 2025 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de Saint-Bon (51) en date du 9 septembre 2025, reçu le 10 septembre 2025 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de Cerneux (77) en date du 22 septembre 2025, reçu le 23 septembre 2025 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de Léchelle (77) en date du 6 octobre 2025, reçu le 10 octobre 2025 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal d'Augers-en-Brie (77) en date du 20 octobre 2025, reçu le 22 octobre 2025 ;

VU le rapport n° E/25-2728 du 26 novembre 2025 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement proposant de statuer, avec présentation au CODERST, sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS METHA VAUDRETS ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en séance du 18 décembre 2025 au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que le projet porté par la SAS METHA VAUDRETS relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement (ICPE), ainsi que du régime de la déclaration au titre des rubriques 1.1.1.0 et 2.1.5.0 de la nomenclature loi sur l'eau, prévue à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement (IOTA) ;

CONSIDÉRANT que l'épandage des digestats produits par l'installation de méthanisation est une activité connexe et rendue nécessaire à cette dernière et que, en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, celui-ci n'est pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 du même Code ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté par la SAS METHA VAUDRETS relève de la rubrique 1.b) des catégories de projets soumis à examen au cas par cas du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation de méthanisation comprend actuellement les infrastructures et éléments techniques suivants :

- 3 silos de stockage totalisant 7 200 m² ;
- Un bureau ;
- Un pont bascule ;
- Deux incorporeurs ;
- Un puit à jus de silos de 3 m³ ;
- Deux digesteurs de volume unitaire de 2 285 m³ ;
- Un post-digester de volume de 3 888 m³ ;
- Une zone de rétention au niveau des cuves de volume brut de 6 060 m³ ;
- Une cuve de stockage d'intrants liquides de 60 m³ associée à une rétention d'un volume équivalent ;
- Un hangar de 240 m² ;
- Une lagune de stockage des digestats liquides de 10 000 m³ à double géomembrane ;
- Trois conteneurs pour abriter la chaudière, l'unité d'épuration du biogaz en biométhane et un compresseur ;
- Un transformateur électrique ;
- Un poste d'injection du gaz ;
- Un bassin d'infiltration de 1 234 m³ ;
- Un bassin de décantation de 300 m³ ;
- Un déshuileur - débourbeur ;
- Un poste de recirculation ;
- Deux réserves incendie de 120 et 240 m³ munies d'une plateforme d'aspiration ;
- Une torchère ;
- Une zone de rétention par talutage de 4 031 m³ ;
- Une zone de circulation ;

- Une clôture ;
- Un portail d'entrée sécurisé ;

CONSIDÉRANT que l'installation de méthanisation comprend un forage sur la parcelle Z0057 de la commune de Voulton (77 560) dont les caractéristiques techniques sont les suivantes :

- profondeur de 40 m ;
- le forage est en PVC avec une cimentation annulaire de 10 m de profondeur ;
- la tête du forage est surélevée de 50 cm au-dessus du terrain naturel fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé ;
- dispose d'une margelle de 3 m² ;
- et il dispose d'un clapet anti-retour ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement déposée par la SAS METHA VAUDRETS consiste à :

- augmenter les capacités de traitement de son installation de méthanisation de 29t/j à 68 t/j ;
- diversifier les intrants de cette installation ;
- épandre les digestats produits par cette installation sur des terres agricoles ;
- remplacer l'unique bassin de décantation-traitement-infiltration par deux bassins : un bassin de décantation et un bassin d'infiltration ;
- agrandir la rétention qui passe de 3 730 m³ à 4 031 m³ en volume net, soit 6 060 m³ en volume brut ;
- augmenter la capacité de la lagune de 4 500 m³ à 10 000 m³ ;
- déplacer le local électrique et la torchère ;

CONSIDÉRANT que les intrants admis sur le site de méthanisation seront :

- déchets végétaux et autres matières végétales : 22 265 t/an ;
- glycérine : 730 t/an ;
- biodéchets pompables ne nécessitant pas de traitement thermique sur site : 1 825 t/an ;

CONSIDÉRANT que la production annuelle de digestat sera de 22 338 m³ de digestat brut ;

CONSIDÉRANT que l'unité de méthanisation produira en moyenne 386 Nm³/h de biogaz ;

CONSIDÉRANT que le site occupe une surface totale de 7,2214 ha ;

CONSIDÉRANT que le site consomme 320 m³/an d'eau ;

CONSIDÉRANT que les digestats seront épandus sur des terres agricoles sous couvert d'un plan d'épandage réglementaire, totalisant une surface de 1 483,08 ha, dont 1 415,44 ha de surfaces épandables ;

CONSIDÉRANT que les parcelles concernées par l'épandage, mises à disposition par six exploitations agricoles, sont situées sur les territoires de communes de : Voulton (77), Villiers-Saint-Georges (77), Sancy-les-Provins (77), Saint-Brice (77), Rupéroux (77), Léchelle (77), Choisy-en-Brie (77), Cerneux (77), Beauchery-Saint-Martin (77), Augers-en-Brie (77), Bouchy-Saint-Genest (51) et Saint-Bon (51) ;

CONSIDÉRANT que l'unité de méthanisation et l'ensemble des parcelles d'épandage sont situés en zone vulnérable au nitrate, le digestat sera utilisé en respectant les obligations du Plan d'Actions National et du Plan d'Action Régional Île-de-France, ainsi que les orientations et dispositions du SDAGE Seine Normandie et du SAGE « Petit et Grand Morin », pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

CONSIDÉRANT que l'installation de méthanisation n'est pas située dans un périmètre de protection de captage d'eau destiné à la consommation humaine ;

CONSIDÉRANT que plusieurs captages d'eau potable à destination de la consommation humaine ont été recensés sur les communes du plan d'épandage ou les communes à proximité ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 20 mars 2025 sur le plan d'épandage transmis dans le dossier de demande d'enregistrement par la SAS METHA VAUDRETS ;

CONSIDÉRANT que dans son avis l'hydrogéologue agréé indique que la mise en œuvre de l'épandage des digestats, telle que décrite dans le dossier avec les engagements retenus par les exploitants pour le respect du cadre réglementaire, offre toutes les garanties afin d'éviter la dégradation de la qualité des eaux souterraines et que la pratique de l'épandage telle qu'exposée est compatible avec la protection de la qualité de la ressource en eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que l'habitation de tiers la plus proche est située à 615 m au Sud-Ouest du site de méthanisation ;

CONSIDÉRANT que le site est situé en dehors du périmètre de protection de monuments historiques classés ;

CONSIDÉRANT que l'étude de co-visibilité réalisée en 2019 conclut que la visibilité du site de la SAS METHA VAUDRETS depuis le site le plus haut de la ville de Provins classée au patrimoine de l'UNESCO est faible à très faible ;

CONSIDÉRANT que le site de méthanisation est situé en zone agricole (A) du plan local d'urbanisme de la commune de Voulton ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'enregistrement susvisé justifie la compatibilité du projet avec le règlement du plan local d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que le site de méthanisation ainsi que les parcelles d'épandage, sont situés en dehors de tout zonage de protection ou d'inventaire faunistique et/ou floristique (Natura 2000, ZNIEFF, arrêtés préfectoral de protection du biotope, Parc Naturels, trames vertes et bleues... etc.) ;

CONSIDÉRANT que le site du projet est situé en dehors de toute enveloppe d'alerte des zones humides avérées ou potentielles ;

CONSIDÉRANT que la commune d'implantation du site de méthanisation n'est pas concernée par un PPRN ou par un PPRT ;

CONSIDÉRANT que le projet a fait l'objet d'une analyse pour son insertion paysagère ;

CONSIDÉRANT que le projet a fait l'objet d'une évaluation préalable du trafic routier, qui conclut à un impact limité du projet sur la circulation routière ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation du site n'engendre pas de rejet d'effluent liquide au milieu naturel autre que les eaux pluviales non souillées ;

CONSIDÉRANT que le site sera équipé de deux réserves incendie privées de 120 et 240 m³, associée à une plateforme d'aspiration ;

CONSIDÉRANT que l'étude de l'état olfactif initial de l'environnement du site de méthanisation réalisée le 29 mars 2023 dans le cadre du projet, conclut qu'au-delà de 100 m autour du site, aucune

odeur n'a été perçue et que dans sa configuration actuelle les odeurs émises par les activités de méthanisation ne sont pas susceptibles d'être perçues par les riverains ;

CONSIDÉRANT que le site a été conçu de manière à limiter les nuisances olfactives ;

CONSIDÉRANT que le site a été conçu de manière à limiter les nuisances sonores ;

CONSIDÉRANT la demande d'aménagement aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé, formulée par la SAS METHA VAUDRETS, concernant l'obligation de mettre en place une voie engin périphérique permettant la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du SDIS de Seine et Marne en date du 30 avril 2024 sur la demande d'aménagement précitée ;

CONSIDÉRANT que la nature des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement, par rapport aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé, ne justifie pas d'instruire la demande d'enregistrement selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'à l'exception de la demande d'aménagement susmentionnée, le dossier présenté par la SAS METHA VAUDRETS, justifie du respect de l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé ainsi que l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé, assorties de prescriptions particulières complétant ou renforçant ces prescriptions générales, prises en application de l'article L. 512-7-3 du Code de l'environnement, suffisent à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet, eu égard aux conditions prévues par l'article L. 512-7-2 du Code de l'environnement, ne justifient ni de soumettre ce projet à évaluation environnementale, ni d'instruire le dossier d'enregistrement susvisé selon les règles de la procédure de l'autorisation environnementale, compte tenu notamment :

- de l'examen de la sensibilité environnementale du milieu au regard de l'ensemble des critères mentionnés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- de l'analyse du cumul des incidences du projet avec d'autres projets d'installations, ouvrage ou travaux dans la zone ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La demande d'enregistrement de la SAS METHA VAUDRETS, dont le siège social est situé 1 route de Provins à Lechelle (77 171), déposée le 7 septembre 2023, complétée le 8 décembre 2023, 8 février 2024, 14 janvier, 16 mai et 18 août 2025, aux fins d'augmenter la capacité de traitement de l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur la commune de Voulton (77 560), à diversifier les intrants de cette installation et à épandre les digestats produits sur des terres agricoles du département de Seine et Marne et de la Marne, est enregistrée dans les conditions fixées en annexe du présent arrêté.

La SAS METHA VAUDRETS est ci-après identifiée comme « l'exploitant ».

Le présent arrêté d'enregistrement cesse de produire ses effets lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou que l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

Article 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précède, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-6 et suivants du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 4 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune de Voulton et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune du Voulton pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

3. L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Voulton(77), Villiers-Saint-Georges (77), Sancy-les-Provins (77), Saint-Brice (77), Rupéreau (77), Léchelle (77), Choisy-en-Brie (77), Cerneux (77), Beauchery-Saint-Martin (77), Augers-en-Brie (77), Bouchy-Saint-Genest (51) et Saint-Bon (51)

4. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de Voulton,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture

Sébastien LIME

Destinataires d'une copie :

- La Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE) ;
- Le Sous-Préfet de Provins ;
- Les Maires et leurs conseils municipaux des communes de Villiers-Saint-Georges (77), Sancy-les-Provins (77), Saint-Brice (77), Rupéreau (77), Léchelle (77), Choisy-en-Brie (77), Cerneux (77), Beauchery-Saint-Martin (77), Augers-en-Brie (77), Bouchy-Saint-Genest (51) et Saint-Bon (51) ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) ;
- la Déléguée Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR et DDT/STAC).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 NATURE ET LOCALISATION DE L'INSTALLATION

ARTICLE 1.1.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Nomenclature annexée à l'article R. 511-9 (ICPE) du Code de l'environnement :

Rubrique	Nature des activités	Capacité	Régime*
2781-2-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	Capacité de traitement : 68 t/j soit 24 820 t/an Capacité de production de biogaz : 386 Nm³/h soit 9 264 m³/j Quantité totale de biogaz susceptible d'être présente dans l'installation : 4,07 tonnes <u>Intrants :</u> <u>Déchets végétaux et autres matières végétales :</u> Pulpe de betterave, ensilage de CIVE : 22 265 t/an <u>Autres déchets non dangereux :</u> Biodéchets pompables ne nécessitant pas de traitement thermique sur site, Glycérine : 2 555 t/an	E

Nomenclature annexée à l'article R. 241-1 (IOTA) du Code de l'environnement

Rubrique	Nature des activités	Description	Régime*
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage de profondeur 40 m (prélèvement 320 m³ /an)	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Emprise du projet : 2,6 ha environ	D

*E : enregistrement ; D : déclaration

ARTICLE 1.1.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'installation est située sur les parcelles suivantes de la commune de Voulton :

Adresse	Section	Parcelle	Surface de la parcelle (m ²)	Emprise du projet sur la parcelle (m ²)
Lieudit « les VAUDRETS »	Z	58	31 053	31 053
	Z	57	41 161	3 225
TOTAL				34 278

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté est reportée avec ses références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.2. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.2.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 7 septembre 2023 et complétée le 8 décembre 2023, 8 février 2024, 14 janvier, 16 mai et 18 août 2025 ;
- aux prescriptions réglementaires mentionnées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement et dans le présent arrêté, les dispositions applicables étant celles les plus limitatives prévues par ces textes.

CHAPITRE 1.3. MODIFICATIONS, TRANSFERT, CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.3.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'ENREGISTREMENT

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'enregistrement est soumise à la délivrance d'un nouvel enregistrement, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'enregistrement avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'enregistrement dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.3.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions

matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.3.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert des installations sur un autre emplacement que celui prévu à l'article 1.1.2 nécessite une nouvelle demande d'enregistrement.

ARTICLE 1.3.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Lorsque le bénéfice de l'enregistrement est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit ce transfert.

ARTICLE 1.3.5. CESSATION D'ACTIVITÉ

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et satisfait aux dispositions visées aux articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au dernier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-46-26 du Code de l'environnement.

Les usages à prendre en compte dans le cadre de la remise en état du site sont les suivants : usage agricole.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent, les textes suivants (liste non exhaustive) :

- l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

*Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/185 du 22 décembre 2025
portant enregistrement de la demande de la SAS METHA VAUDRETS aux fins d'être autorisée à augmenter la
capacité de traitement de l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur la commune de Voulton (77 560), à
diversifier les intrants de cette installation et à épandre les digestats produits sur des terres agricoles situées
dans les départements de Seine-et-Marne et de la Marne*

- l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- ou tout autre texte pris en application de l'article L. 512-7-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.4.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code rural, le Code du travail, le Code général des collectivités territoriales, et la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent enregistrement ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES ET AMÉNAGEMENTS

ARTICLE 2.1. RÉALISATION DES AMÉNAGEMENTS

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la réalisation des aménagements et de la mise en service de l'installation, conformément à son dossier d'enregistrement, dans le mois qui suit leur réalisation.

ARTICLE 2.2. INTRANTS

La nature et la provenance des intrants méthanisés dans l'installation exploitée par l'exploitant sont limitées à celles définies dans le dossier de demande d'enregistrement mentionné à l'article 1.2.1.

ARTICLE 2.3. ÉPANDAGE

Le digestat produit par l'installation sera épandu selon le plan d'épandage défini dans le dossier de demande d'enregistrement.

Ce plan d'épandage totalise la surface de 1 483,08 ha, dont 1 415,44 ha de surfaces agricoles épandables ;. Les parcelles concernées, mises à disposition par six exploitations agricoles, sont situées sur le territoire des communes suivantes : Voulton (77), Villiers-Saint-Georges (77), Sancy-les-Provins (77), Saint-Brice (77), Rupéroux (77), Léchelle (77), Choisy-en-Brie (77), Cerneux (77), Beauchery-Saint-Martin (77), Augers-en-Brie (77), Bouchy-Saint-Genest (51) et Saint-Bon (51).

ARTICLE 2.4. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES ET AMÉNAGEMENTS AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ DU 12 AOÛT 2010 MODIFIÉ

L'installation est exploitée conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des dispositions pour lesquelles des aménagements sont encadrés par le présent article.

Les dispositions du II de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé, relatives à l'accessibilité des engins à proximité de l'installation ne s'appliquent pas au site.

Ces dispositions sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant prend toutes les dispositions pour assurer l'accessibilité des services de secours sur l'ensemble des zones du site notamment en disposant de :

- Une voie faisant le tour du hangar en passant entre l'épurateur et la chaudière puis en longeant le hangar avec une largeur minimale de 3,10 mètres ;

*Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/185 du 22 décembre 2025
portant enregistrement de la demande de la SAS METHA VAUDRETS aux fins d'être autorisée à augmenter la
capacité de traitement de l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur la commune de Voulton (77 560), à
diversifier les intrants de cette installation et à épandre les digestats produits sur des terres agricoles situées
dans les départements de Seine-et-Marne et de la Marne*

- Une aire de retournement de dix mètres de diamètre entre la chaudière et l'épurateur. L'axe principal entre les silos et la lagune présente une largeur de 7 mètres sur les 39 derniers mètres.